



Nos Réf. : OL/AB-277-04/10/07

Personne en charge du dossier :

Olivier LANEN - ☎01.45.05.71.82 – e mail : [olivier.lanen@gimes.fr](mailto:olivier.lanen@gimes.fr)

Paris, le 4 octobre 2007

**M. Guy MARCENAC**  
**LA POSTE**  
**Immeuble François II**  
**10, rue de l'Ile Mabon**  
**BP 86334**  
**44263 NANTES CEDEX 2**

Objet : Lettre adressée à LA POSTE – propriétaire de l'application VIGIK.  
Propositions d'évolution du système VIGIK.

Monsieur,

Lors de la dernière réunion de la Commission de Règlement de l'application VIGIK qui s'est déroulée au CNMIS le jeudi 27 septembre 2007, de nombreuses idées et propositions techniques ont été émises. Dans une optique de contribution au développement de l'application VIGIK en vue de la rendre compatible avec l'ouverture du marché des opérateurs, le GIMES se permet de vous communiquer ses dernières réflexions.

#### Contexte

L'opérateur LA POSTE ne souhaite utiliser qu'un seul code pour les deux prestations relevant de l'accès aux boîtes aux lettres, soit la distribution du courrier adressé et celle du non adressé.

Le propriétaire LA POSTE est amené à faire évoluer le système VIGIK afin que ce dernier réponde aux deux critères suivants :

- obligation d'accessibilité (lorsque le décret relatif sera publié) pour les opérateurs dont les activités seront soumises à autorisation ARCEP ;
- concurrence réelle pour les opérateurs oeuvrant dans la distribution de courrier non adressé et/ou dans la distribution de courrier adressé non soumise à autorisation ARCEP (par exemple les journaux).

Deux solutions nous paraissent aujourd'hui envisageables

#### Solution 1

L'opérateur LA POSTE disposant de deux codes services actuellement installés dans les centrales, le propriétaire LA POSTE lui demande d'assigner ses deux codes de la façon suivante.

Le premier code service deviendrait un code « métier » affecté aux opérateurs dont les prestations sont soumises à autorisation ARCEP et/ou courrier adressé non soumis à autorisation ARCEP, l'autre code service devenant également code « métier » étant affecté aux opérateurs effectuant des prestations de remise de courrier non adressé.

L'opérateur LA POSTE n'utiliserait que le premier code pour les deux types de courriers (adressé ou non), une signalisation particulière (lumineuse par exemple) sur la tête de lecture ou à proximité signalant que le gestionnaire d'immeuble ayant décidé de ne pas accepter de courrier non adressé a désactivé le second code et de ce fait l'opérateur n'est pas autorisé à distribuer du courrier non adressé.

A défaut de signalisation particulière, l'utilisation d'un auto-collant « stop pub » jouerait le même rôle.

Cette solution a pour avantage de répondre aux deux critères pré-cités (même en cas d'absence de signalisation pour le parc déjà installé).

.../...

### Solution 2

L'opérateur LA POSTE disposant de deux codes services actuellement installés dans les centrales, le propriétaire LA POSTE l'autorise à en conserver un pour les deux activités de courrier adressé et non adressé, et lui demande d'assigner l'autre code (qui deviendrait un code métier) aux opérateurs effectuant des prestations de remise de courrier adressé soumises à autorisation ARCEP ou non.

Un troisième code « métier » devrait être créé pour les opérateurs proposant des prestations de courrier non adressé.

Cette solution permet de répondre au premier critère cité plus haut, mais pas au deuxième car le parc déjà installé ne le permet pas sans remise à niveau.

### Commentaires

Dans chacune des solutions envisagées, le Comité pourrait également proposer en code natif dans les centrales les codes suivants :

- EDF (obligation légale d'accès) ;
- les services d'urgence ;
- les services de secours ;

Concernant FRANCE TELECOM, une réflexion est à mener pour confirmer la nature de l'accès (obligatoire ou non) aux immeubles par ce prestataire.

De plus, une autre réflexion est à mener concernant les lieux d'installation des serrures VIGIK : en effet, ce qui vient d'être présenté ne concerne que les opérateurs dont les prestations nécessitent l'accès aux Boîtes à Lettres.

Demain, d'autres opérateurs seront potentiellement intéressés comme par exemple les ascensoristes, les chauffagistes, ... pour les interventions dans les immeubles, ou bien les intervenants dans les armoires téléphoniques publics pour les interventions hors des immeubles.

Restant bien sûr à votre entière disposition pour expliciter plus en détails ces propositions avec vous ainsi que lors des prochaines réunions du Comité VIGIK, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

**Le Délégué Général,**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Eric Bertrand', written over a horizontal line.

**Eric BERTRAND**

Copie : Denis CLUZEL (CNMIS) pour diffusion au Comité VIGIK.